

Bulletin d'histoire politique

L'Irlande, le Québec et les nationalismes, 1914-1918 (deuxième partie)

La vague nationaliste et anti-impérialiste des années 1917 et 1918

Simon Jolivet



Volume 14, numéro 3, printemps 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054470ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054470ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Jolivet, S. (2006). L'Irlande, le Québec et les nationalismes, 1914-1918 (deuxième partie) : la vague nationaliste et anti-impérialiste des années 1917 et 1918. *Bulletin d'histoire politique*, 14(3), 155–169. <https://doi.org/10.7202/1054470ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2006

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'Irlande, le Québec et les nationalismes, 1914-1918 (deuxième partie) : La vague nationaliste et anti-impérialiste des années 1917 et 1918

SIMON JOLIVET
Candidat au doctorat en histoire
Université Concordia

INTRODUCTION

La Première Guerre mondiale a intensifié les querelles ethniques en Irlande et au Québec. Dans ces deux régions est apparu également un durcissement marqué des options politiques au fur et à mesure que la guerre s'est prolongée. Du côté des nationalistes, cette radicalisation s'est décidément opérée au détriment des organisations de « type modéré », soutenues en Irlande par John Redmond, chef des nationalistes constitutionnels, et au Canada par Wilfrid Laurier, chef du parti libéral fédéral et leader de l'opposition officielle à Ottawa. En minimisant l'influence des modérés, la radicalisation politique a inversement stimulé la popularité des approches extrémistes ; repoussant par le fait même les possibilités de conciliation entre nationalistes et impérialistes.

J'entends justement étudier, lors de cette dernière partie de l'article¹, la consolidation de l'approche nationaliste radicale en Irlande et au Québec pendant la deuxième moitié de la Grande Guerre. Également, j'examinerai l'origine des clivages ethniques qui se précisèrent au sein des sociétés irlandaise et canadienne-française entre les années 1916 et 1918. Enfin, il appartiendra d'analyser les mesures de conscription obligatoire votées à Ottawa et à Londres, respectivement en 1917 et en 1918 ; il s'agira évidemment de

comprendre la réaction des opinions publiques face à cet acte législatif ainsi que les tumultes nationalistes qui suivirent l'adoption de cette politique très contestée.

La question de la conscription en 1917-1918 fut sans aucun doute l'élément fondamental menant à l'accroissement des divisions politiques et ethniques durant la Première Guerre mondiale, tant en Irlande qu'au Québec. La crise de la conscription, plus que tout autre incident, détruisit le rêve d'union nationale tant souhaité par les nationalistes modérés comme John Redmond (et son successeur John Dillon en 1918) et Wilfrid Laurier. Elle agit comme catalyseur dans la hausse de popularité des options nationalistes plus « dures », comme celle préconisée par le *Sinn Féin* républicain irlandais ou celle menée par les Canadiens français anti-impérialistes Henri Bourassa et Armand Lavergne.

LA GUERRE INTERMINABLE : L'IRLANDE ET LE QUÉBEC DANS LA DEUXIÈME MOITIÉ DE LA GUERRE

Comme je l'ai déjà remarqué dans le précédent numéro du *Bulletin d'histoire politique* (vol. 14, no 2, 2006), les visées des nationalistes en Irlande et au Canada français semblaient parfois converger vers le même point au cours de la guerre, notamment à l'époque du déclenchement des hostilités. Toutefois, il existait bien aussi quelques différences qui méritent ici d'être éclairées.

Au tout début du conflit, la stratégie du leader irlandais John Redmond consiste à participer à l'effort de guerre britannique en tant que nation autonome, tout en espérant que cette marque de loyauté va permettre la mise en place concrète du *Home Rule*, tel que voté (mais immédiatement suspendu en raison de la guerre mondiale) à Westminster en septembre 1914². Il s'agit là d'une différence de taille par rapport au Québec qui n'a pas à attendre de tels égards de la Grande-Bretagne puisqu'il bénéficie déjà d'une sorte de *Home Rule* à l'intérieur du dominion canadien, ayant une législature qui parle en son nom dans la ville de Québec³. John Redmond, quant à lui, doit attendre que son *Home Rule* soit appliqué « sur le terrain », ce qui malheureusement pour lui n'arrivera jamais.

De ce fait, la Grande Guerre épuise toutes les ressources de John Redmond et de son parti au profit du républicanisme du *Sinn Féin*⁴. L'enlisement imprévisible dans la guerre mondiale, le peu de considération montrée par Londres pour l'application concrète du *Home Rule* et l'établissement en 1915 d'un cabinet de coalition à majorité conservatrice compromettent à jamais le rêve d'une véritable décentralisation du fédéralisme britannique et d'une

union nationale en Irlande⁵. La coalition gouvernementale dirigée par le premier ministre libéral David Lloyd George doit ainsi prendre une partie du blâme dans la déconfiture du nationalisme modéré de Redmond⁶.

Il ne faudrait cependant pas oublier les agissements des activistes républicains dans cette déconfiture des *Redmondites*. Nul doute que l'extrémisme républicain joue aussi en défaveur de la modération politique. Par exemple, la violente rébellion qui éclate principalement à Dublin⁷ durant la fin de semaine de Pâques 1916 empêche la confiance de s'installer entre Irlandais catholiques et Irlandais protestants⁸. Après une semaine de batailles, le bilan s'avère lourd : 450 morts, dont 250 civils, plus de 2600 blessés, plusieurs milliers d'arrestations et 15 rebelles exécutés *manu militari* par les forces du général anglais Maxwell⁹. Les Britanniques réussissent rapidement à stopper les affrontements, mais le mal est déjà fait. Malgré la cuisante défaite militaire sur le terrain, les séparatistes réalisent deux de leurs objectifs : ils désavouent le parti de Redmond aux yeux de l'électorat et font de leurs leaders de véritables martyrs politiques. Si peu d'historiens remettent en cause le fait que la rébellion a été élaborée par une frange minoritaire de la population¹⁰, tous s'accordent par ailleurs pour dire que la répression violente de l'armée anglaise réussit à mettre à dos mêmes les Irlandais les plus modérés et contribue à affaiblir le leadership de Redmond.

Au Québec, les choses se passent différemment. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter d'une révolte séparatiste ou d'effusions de sang de la sorte. Cependant, en 1917-1918, le résultat final est similaire : on assiste au remplacement progressif de la vision modérée et impérialiste de Wilfrid Laurier par le nationalisme vigoureux et assurément anti-impérialiste de Henri Bourassa. En 1917, il est vrai, la formation libérale de Laurier connaît tout un succès électoral, mais aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce succès tient à la polarisation des forces politiques canadiennes et à la montée du nationalisme prôné par Henri Bourassa¹¹. Sans l'appui que donne Bourassa à Laurier, l'ancien premier ministre n'aurait probablement pas réussi à obtenir de tels résultats. En fait, Sir Wilfrid Laurier se devait de composer avec ce nationalisme radical s'il voulait rester en selle¹². Visiblement, il s'agit donc d'une fin de carrière difficile et particulièrement amère pour le chef libéral qui a lutté toute sa vie pour l'union des deux races canadiennes¹³.

LA COLÈRE ORANGISTE ET LES CLIVAGES ETHNIQUES ENTRE 1916 ET 1918

La guerre aggrave sans aucun doute les problèmes d'ordre racial et religieux en Irlande et au Québec. Dans la verte Erin, les discordes internes ne

mettent pas de temps à éclater, déjà que les relations d'avant-guerre étaient extrêmement compliquées entre les catholiques nationalistes et la minorité protestante, établie en Ulster. La question du *Home Rule* faisait partie du décor irlandais depuis longtemps et les problèmes que ce projet engendrait étaient déjà très graves¹⁴. Pour l'Ulster, il n'était tout simplement pas question de laisser l'Irlande, majoritairement catholique, exercer de nouveaux pouvoirs et disposer d'un parlement à Dublin¹⁵.

En 1916, la rébellion républicaine à Dublin rajoute une nouvelle tension interne. Évidemment, le choc est très dur à encaisser. Incompréhension et colère s'emparent de l'opinion unioniste et conservatrice de la Grande-Bretagne¹⁶. Dans la province irlandaise de l'Ulster, les Pâques sanglantes de 1916 sont également très mal reçues. Elles marquent profondément l'imaginaire *ulstérien* et ne font que confirmer le préjugé depuis longtemps entretenu que *tous* les nationalistes catholiques sont assurément déloyaux à l'Empire britannique¹⁷. D'ailleurs, après les batailles de la Somme en juillet 1916, qui coûteront plusieurs milliers de vies aux soldats de l'Ulster¹⁸, « les auteurs et participants du soulèvement (de Pâques) ne pouvaient apparaître que comme des traîtres », comme le souligne Jean Guiffan¹⁹.

Par ailleurs, en raison du plus faible enrôlement dans les trois provinces catholiques d'Irlande²⁰, plusieurs unionistes se permettent de critiquer les nationalistes en les accusant de déloyauté, de trahison et de malveillance papiste²¹. De plus, plusieurs personnes en Grande-Bretagne et en Ulster se plaignent que l'Irlande catholique ne remplit pas sa tâche militaire correctement en ne faisant pas sa juste part dans l'effort de guerre²², compte tenu surtout que la conscription n'a jamais été votée pour l'Irlande, mais qu'elle l'a été pour l'Angleterre, le Pays de Galles et l'Écosse en 1916²³. Le premier ministre Lloyd George prendra quelques mois avant de se rallier à ces doléances, mais il les endossera finalement lors d'une réunion ministérielle en avril 1918 :

I do not know any grounds of justice or equity on which conscription could not be applied to Ireland. I cannot think of any Liberal doctrine and I do not think there is any Unionist doctrine which would justify the application of conscription to this country (Grande-Bretagne) and not to Ireland²⁴ .

Au Canada, certaines accusations se présentent aussi dans l'opinion canadienne-anglaise. Selon l'historien Ramsay Cook, « the blunt opposition of most French Canadians to conscription confirmed Ontarians in the belief that Quebeckers were either disloyal or cowards or both »²⁵. L'opinion ontarienne, influencée par la force des orangistes, entreprend de dénigrer la faible

mobilisation militaire des Canadiens français en alléguant que ceux-ci ne remplissent pas leur part de responsabilité envers la mère-patrie britannique et envers le reste du Canada²⁶. L'historien Robert Comeau remarque qu'on assiste à « l'escalade haineuse d'une certaine presse anglophone à l'endroit des Canadiens français récalcitrants » ; ce que corrobore un de ses collègues, René Durocher, en soulignant que « les journaux de l'époque étaient beaucoup plus violents et virulents (que ceux d'aujourd'hui) et qu'il y a vraiment quelque chose qui blessait, qui heurtait profondément les Canadiens français »²⁷.

Les impérialistes ontariens n'hésitent pas non plus à lier l'Église catholique à cette soi-disant déloyauté canadienne-française, comme en rend compte *La Presse* en mai 1918 : « L'organe en chef des Orangistes de l'Ontario publie un article perfide dont voici la conclusion : [...] Les Français du Québec reçoivent leur éducation dans les écoles francophones dirigées par l'Église Romaine, et, à l'exception d'une très petite minorité, ils ne sont pas loyaux »²⁸.

De toute évidence, les événements de la guerre accentuent ou ravivent les tensions souterraines qui pouvaient déjà exister entre les communautés francophones et anglophones du Canada. Les attaques qui fusent de partout atteignent un fanatisme inégalé²⁹. Certains impérialistes ontariens surnomment Henri Bourassa « Herr Bourassa », demandent son arrestation (même sa pendaison) et la suppression totale du *Devoir*. Bref, il s'agit d'un scénario de tensions raciales tout à fait comparable à celui qui se présente en Irlande à la même époque. Et les crises conscriptionnistes respectives, éclatant au Québec d'abord et ensuite en Irlande, vont continuer de nourrir ces pommes de discorde. Dans chacun des cas, elles vont alimenter et soutenir la montée d'un nationalisme plus radical, au détriment du nationalisme modéré à la John Redmond ou à la Wilfrid Laurier.

LA CONSCRIPTION EN IRLANDE ET AU QUÉBEC EN 1917-1918 : LA LOI DE LA CONSCRIPTION VOTÉE PAR LES GOUVERNEMENTS CENTRAUX

En 1917, tous les piliers de la stratégie militaire de la Grande-Bretagne s'effondrent brutalement. Équipée d'une nouvelle technologie sous-marine, l'Allemagne déclenche une guerre impitoyable et totale sur les mers. Le résultat est net : un navire sur quatre ne revient jamais à bon port³⁰. Désormais, aucun cargo n'est à l'abri d'attaques allemandes. Simultanément, la Russie connaît une révolution majeure qui mènera à la chute du régime des Tsars, à l'accession de Lénine au pouvoir et enfin à la défection de cet allié à la suite du traité de paix signé entre les forces bolcheviques et allemandes³¹.

Comme si ce n'était pas assez, la France rencontre d'énormes difficultés dans ses armées. Plusieurs actes de mutineries éclatent dans les tranchées après la défaite cinglante des armées dirigées par le général Nivelle sur le Front Ouest³². Devant ces faits impitoyables, il est possible de comprendre pourquoi la conscription va presque inévitablement réapparaître dans le paysage politique de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, comme elle le fait d'ailleurs au Canada.

En avril 1918, Lloyd George s'apprête de nouveau à conscrire le Pays de Galles, l'Écosse et l'Angleterre et à étendre l'âge de la conscription de quarante-cinq à cinquante ans ; logiquement, les pressions parlementaires s'accroissent donc pour légiférer aussi en Irlande, qui jusque-là, a été le seul territoire du Royaume-Uni à être exempté de la conscription³³. Tenant compte de ces faits, le premier ministre Lloyd George décide finalement d'appliquer la conscription à l'Irlande. Le vote de la conscription est officiellement approuvé le 16 avril 1918 à Londres, dans une atmosphère survoltée : « John Dillon (le successeur de John Redmond, mort un mois plus tôt) led the Irish party out of the House of Commons after the vote, which was 301 to 103 in favour of the conscription [...] »³⁴.

Cependant, malgré le vote, cette politique conscriptionniste ne pourra fonctionner qu'à une seule condition : qu'en même temps, le gouvernement puisse appliquer officiellement le *Home Rule* à l'Irlande³⁵. Mais comme le *Home Rule* ne sera finalement jamais implanté (cette mesure, rappelons-le, était suspendue depuis septembre 1914), la conscription ne sera alors jamais véritablement appliquée sur le terrain. Le mal était toutefois déjà fait. Appliquée ou suspendue, le seul fait que la conscription ait été votée par Westminster réussit à indigner presque unanimement l'Irlande catholique.

Les réactions d'indignation seront semblables au Canada, d'autant plus qu'à la différence de l'Irlande, le projet canadien de conscription sera concrètement appliqué. En effet, en mai 1917, après son retour d'Angleterre et après avoir rencontré ses ministres, Sir Robert Borden annonce officiellement au parlement canadien son intention de procéder à une conscription militaire. Depuis le début du conflit mondial, quatre contingents et environ 326000 Canadiens s'étaient déjà joints au Corps Expéditionnaire Canadien³⁶. Pourtant, il en fallait plus selon le premier ministre. Pour Borden, au moins 50000, et probablement jusqu'à 100000 hommes supplémentaires, manquaient à l'appel. Des soldats que le système de recrutement volontaire n'était pas capable d'aller chercher. Le 11 juin 1917, le gouvernement Borden dépose donc son projet de loi spécifiant que « tous les sujets britanniques de sexe masculin âgés de 20 à 45 ans (sont) susceptibles d'être appelés à faire leur service militaire »³⁷. Le vote de la conscription est officiellement appelé

au mois de juillet 1917 à la Chambre des Communes ; 102 députés votent en faveur (dont 22 députés libéraux canadiens-anglais désertant la position d'opposition de leur chef Wilfrid Laurier), contre 44 députés qui désapprouvent le projet³⁸. La conscription est officiellement entérinée.

L'INDIGNATION, LES PRÉJUGÉS ET L'ÉVENTUEL DÉSORDRE

Rarement la conscription n'évoque-t-elle pas des arguments irrationnels et des sentiments douloureux. Et pour cause, car la conscription veut bien souvent dire envoyer des êtres humains à la boucherie. Dans une situation pareille, il est préférable, semble-t-il, de savoir pour qui et pour quoi l'on se bat. Contrairement aux orangistes *ulstériens* ou ontariens, les Irlandais catholiques et les Canadiens français ressentent la conscription comme une imposition, érigée savamment par les impérialistes et pour le bien des impérialistes. Du côté irlandais, la population catholique refuse de se battre pour la Grande-Bretagne et refusent de courir le risque de n'être que de la chair à canon. En 1918, ils ne sentent plus qu'ils se battent au nom d'une Irlande libre ; ils abordent plutôt la conscription comme une imposition faite par la majorité anglaise.

Au Canada, le ministre conservateur Arthur Meighen – le bras droit du premier ministre Borden – lors du dépôt de la loi sur la conscription, affirmera que la législation ne vise personne en particulier, ni même les gens du Québec :

I want to say something else, and I do so with special earnestness. This bill is not designed and is not framed to be unjust to the province of Quebec or to any section of this country. We of English-speaking Canada have the kindest feelings towards our French-Canadian compatriots³⁹.

Faut-il croire Arthur Meighen ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que les Canadiens français ne le croient pas. La conscription est perçue comme la vengeance des orangistes canadiens-anglais, eux qui n'auraient jamais apprécié que le Québec ne se soit pas autant mobilisé que le reste du pays⁴⁰.

Dans une situation aussi explosive, les préjugés et les arguments irrationnels mènent souvent les discussions ; et les manifestations ou le désordre public ne sont jamais très loin derrière⁴¹.

LES MANIFESTATIONS ANTI-CONSCRIPTIONNISTES

Les journaux montréalais comme *Le Devoir*, *La Presse* ou *La Patrie*, conscients de l'impopularité de la conscription dans la province, rendent

tous compte des manifestations et des assemblées anti-conscriptionnistes qui se tiennent dans plusieurs coins du Québec durant l'été 1917⁴². En plus des organes nationalistes comme la *Société Saint-Jean-Baptiste* ou la *Ligue nationaliste*, plusieurs autres groupes dénoncent la conscription. 10000 personnes auraient assisté à une manifestation anti-conscriptionniste au Parc Lafontaine peut-on lire dans *Le Devoir* du 24 mai ; 8000 auraient fait de même à la place Jacques-Cartier à Québec, selon *La Presse* du 31 mai⁴³. Les unions ouvrières, les milieux agricoles, les mouvements de jeunesses catholiques et un nombre incalculable de villes adoptent des résolutions officielles pour protester contre le service militaire obligatoire⁴⁴. Même le clergé catholique s'indigne.

À partir de 1917, Monseigneur Bruchési et les évêques catholiques du Québec s'unissent pour contrer la loi de la conscription. En partie, cette réaction tient peut-être au fait que plusieurs évêques maudissent la nouvelle position du gouvernement Borden. Ayant toujours cru que le gouvernement fédéral n'imposerait jamais la conscription, il semble que le haut clergé catholique perçoive maintenant le dépôt de la loi sur l'enrôlement obligatoire comme une rebuffade très nette à son endroit ; forçant celui-ci à rediriger sa loyauté vers son seul et dernier appui, c'est-à-dire ses ouailles du Canada français, indubitablement opposées à la conscription⁴⁵.

Les chefs politiques du Québec s'affichent aussi résolument contre la mesure. Au cours des années 1917-1918, Wilfrid Laurier se retrouve coincé dans une position difficile : il doit faire un choix entre l'Empire, le Canada ou sa terre natale canadienne-française. Conscient de sa position vulnérable, notamment avec la popularité grandissante de Henri Bourassa, Laurier décide de s'opposer à la conscription⁴⁶. En dernier lieu, il choisira donc l'option du Canada français, même s'il le fait un peu à reculons. Pour Henri Bourassa toutefois, le choix est très clair. Jamais il ne tolérera cet acte qu'il considère comme la forme suprême de l'impérialisme dictatorial. Cependant, faute d'un parti politique nationaliste viable à Ottawa et pour ne pas diviser les votes en faveur des conservateurs, Bourassa va appuyer Sir Wilfrid Laurier et son parti libéral durant l'élection de décembre 1917⁴⁷, Laurier s'étant de toute façon annoncé défavorable à l'idée d'imposer la conscription en raison de la grande charge nationaliste et émotive qui imprègne une majorité de Canadiens français en 1917.

Une charge émotive qui mène, durant la fin de semaine de Pâques 1918, à l'émeute de la ville de Québec où cinq civils sont tués et où plusieurs autres sont blessés⁴⁸. L'émeute représente le profond malaise que connaît la société canadienne du temps. Peut-être aussi sert-elle de soupape au mécontentement, à la méfiance et à l'exaspération remarqués depuis plusieurs mois dans

la province québécoise. L'établissement de la loi martiale et les exhortations des journaux francophones dans les jours suivants vont amener les gens à retrouver leurs esprits, mais l'émeute sera néanmoins connue comme l'un des plus graves soulèvements jamais enregistrés au Canada.

Le 23 avril 1918, soit exactement trois semaines après la tuerie de Québec, la vague anti-conscriptionniste déferle aussi à travers l'Irlande nationaliste. Les syndicats, la hiérarchie catholique, l'*Irish Parliamentary Party* et le *Sinn Féin* font cause commune en décrétant une grève générale de vingt-quatre heures qui paralyse toute l'Irlande, à l'exception de Belfast⁴⁹. Il s'agit d'un revirement exceptionnel pour le parti nationaliste modéré des *Redmondites* (maintenant dirigé par John Dillon). N'ayant que très peu de marge de manœuvre et voyant glisser l'opinion publique en faveur de l'action séparatiste des républicains, Dillon doit s'allier au *Sinn Féin*, malgré les distances idéologiques qui séparent les deux formations nationalistes depuis toujours⁵⁰.

La conscription irlandaise sera votée à Westminster à la mi-avril 1918 ; un acte de pure folie selon plusieurs conseillers du premier ministre et selon la plupart des journaux anglais et irlandais⁵¹. Cependant la loi conscriptionniste, à la différence de celle du Canada, ne sera jamais appliquée en Irlande puisque Lloyd George ne sera pas capable de fournir simultanément le *Home Rule* tant attendu. De toute façon, même si ça avait été le cas, tout indique que l'Irlande catholique aurait refusé une nouvelle proposition de *Home Rule*. En avril 1918, la méfiance et la colère sont trop fortes, même chez les plus modérés. L'Irlande catholique est maintenant réunie derrière une option plus drastique : celle préconisée par Arthur Griffith, Éamon De Valéra et leur *Sinn Féin* indépendantiste. Toute une différence par rapport à 1914, où ce même *Sinn Féin* avait une influence très négligeable dans l'opinion publique.

CONCLUSION

David Lloyd George, longtemps après avoir quitté son poste de premier ministre, notera une phrase étonnante dans ses mémoires. Au sujet de la guerre et de l'Empire, il soutiendra ceci :

There were one or two unhappy incidents, such as the short-lived rebellion in South Africa of an irreconcilable section of the Boer population in the early months of the War ; but otherwise the Empire not only enjoyed internal peace throughout the War years, but showed a splendid loyalty and eagerness to help the Motherland in her struggle⁵².

Une allégation surprenante, qui ne tient compte ni de la grogne québécoise face à la conscription ni de la rébellion républicaine de 1916, pourtant un épisode historique très connu dans les îles britanniques⁵³. L'affirmation du premier ministre est tout de même très intéressante dans la mesure où celui-ci semble avoir délibérément choisi d'oublier ces deux événements. Conjecturer sur les causes de cette omission apparaît assez difficile, mais s'il y a quelque chose de clair – et qui contredit totalement l'affirmation faite par Lloyd George – c'est justement le manque flagrant de loyauté témoigné en Irlande et au Québec pour la « mère-patrie britannique » dans la deuxième moitié de la guerre.

En fait, l'Empire britannique n'a pas réussi à insuffler une ardeur, un militantisme et un attachement aux valeurs impériales au sein de ces deux importantes minorités. Cela était-il peut-être trop leur demander ? Peut-être finalement que rien, ni même le meilleur argument, n'aurait pu faire en sorte que les Irlandais catholiques et les Canadiens français acceptent l'idée d'enrôlement obligatoire ou veuillent simplement se porter volontaires en plus grand nombre ? Pourtant, il semble que certaines décisions, comme par exemple une plus grande souplesse au niveau de la question de la conscription, auraient pu éviter de rendre la situation encore plus pénible dans ces deux régions pendant le conflit.

L'Irlande en 1914 attendait le *Home Rule* et tout semble indiquer qu'elle se serait contentée de cette mesure autonomiste. En 1918 par contre, l'avenir du *Home Rule* était irrémédiablement perdu. Les résultats de l'élection de décembre 1918 montrent à quel point les nationalistes catholiques changèrent d'allégeance durant la guerre en élisant dorénavant, et de façon écrasante, les représentants du *Sinn Féin*⁵⁴. En plus de ce changement d'allégeance, un changement de ton entre les deux grandes races irlandaises avait vu le jour entre 1914 et 1918 ; ravivant un mépris, une méfiance et une désunion constatés dès 1912 entre nationalistes catholiques et unionistes protestants⁵⁵.

Au Canada, comme le signale l'historien Mourad Djebabla, « [...] avec les problèmes liés à l'enrôlement de volontaires puis à la conscription de 1917-1918, dans lesquels le Québec a été particulièrement impliqué, la Première Guerre mondiale est également à l'origine de l'une des plus graves crises de désunion de son histoire »⁵⁶. Les résultats du vote sur la conscription et surtout de l'élection fédérale de décembre 1917 montrent aussi à quel point l'opinion publique canadienne-française était particulièrement mécontente à ce moment et à quel point le clivage ethnique semblait de plus en plus large entre les deux groupes majoritaires du Canada⁵⁷.

Dans des contextes aussi précaires que ceux-là, tout indique que les Irlandais catholiques et les Canadiens français ne se sont pas sentis à l'aise au sein

de l'Empire britannique, et encore moins autonomes. En Irlande et au Québec, ce qui était auparavant perçu comme une guerre menée en son propre nom et selon ses propres convictions, était désormais perçu « as “England’s war” »⁵⁸. Si la guerre était voulue de tous en 1914, ce n’était certainement plus la même chose quatre années plus tard. Au déclenchement des hostilités, même les nationalistes catholiques étaient prêts à admettre la justesse de la cause à défendre. En 1918, la majorité catholique d’Irlande et celle du Québec avaient cependant changé d’opinion. La guerre avait eu le temps de s’éterniser et les circonstances avaient eu le temps de multiplier les mécontentements et les disputes.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Ce texte est en fait la deuxième partie de l'article intitulé *L'Irlande, le Québec et les nationalismes, 1914-1918*. La première partie de cet article a été publiée dans le précédent numéro du *Bulletin d'histoire politique* (vol. 14, no. 2, 2006).
2. L'amendement retardant indéfiniment l'application du *Home Rule* de 1914 stipulait que la suspension prendrait automatiquement fin après la signature du dernier traité de paix en Europe. Voir Public Record Office of Great Britain, CAB 23/12, W. C. 624, minute 2, 25 septembre 1919.
3. « La constitution de 1867 dote le Québec d'un système parlementaire de type britannique formé de deux chambres : l'Assemblée législative et le Conseil législatif », Paul-André Linteau, *Histoire du Québec contemporain, tome I*, Québec, 1989, p. 293.
4. En Irlande, le parti du *Sinn Féin* va remporter 73 des 105 sièges lors des élections générales de décembre 1918. Voir Francis Costello, *The Irish Revolution and its Aftermath, 1916-1923*, Dublin, 2003, p. 37.
5. « Redmond expected a short war and got a long one. He expected Britain to treat Ireland as an equal, but instead Britain placed Ireland under martial law ». Voir Joseph P. Finnan, *John Redmond and Irish Unity, 1912-1918*, New York, 2004, p. 231. Voir aussi Thomas Hennessey, *Dividing Ireland, World War I and Partition*, Londres, 1998, p. 106-110.
6. Voir Simon Jolivet, « L'importance de l'Irlande à la veille de l'armistice, 1917-1918 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no. 3, 2005, p. 212-213.
7. La milice républicaine va proclamer l'établissement de la République d'Irlande, devant une foule de badauds stupéfaits rassemblés en face du bureau de poste de Dublin. Voir Dorothy Macardle, *The Irish Republic*, New York, 1965, p. 153-157.
8. Le leader de la milice, Padraic Pearse, ne se gêne d'ailleurs pas pour manifester les bienfaits de la violence : « [...] we may make mistakes in the beginning and shoot the wrong people; but bloodshed is a cleansing and sanctifying thing », R. F. Foster, *Modern Ireland 1600-1972*, Londres, 1988, p. 477.

9. *Ibid.*, p. 483-484.
10. Comme l'affirme d'ailleurs Roy Foster, « 1916 (la rébellion) was made by a minority of a minority », *ibid.*, p. 477.
11. Paul-André Linteau, *Histoire du Québec contemporain, tome I*, Québec, 1989, p. 692.
12. Voir Réal Bélanger, « L'élite politique canadienne-française et l'Empire britannique : trois reflets représentatifs des perceptions canadiennes-françaises (1890-1917) », dans Colin Coates, *Imperial Canada, 1867-1917*, Edinburgh, 1997, p. 131. Voir aussi Jean Provencher, *Québec sous la loi des mesures de guerre, 1918*, Trois-Rivières, 1971, p. 26-31.
13. Elizabeth H. Armstrong, *Le Québec et la Crise de la Conscription, 1917-1918*, Montréal, 1998, p. 220.
14. Les unionistes de l'Ulster (cette province comprenant neuf comtés du nord de l'île) sont les descendants directs des colonisateurs britanniques qui envahirent le nord-est de l'île au xvii^e siècle. En fait, les unionistes, aussi appelés loyalistes ou orangistes, refusent de voir la population protestante, majoritaire en Ulster (en 1911, il y avait 890880 protestants en Ulster sur une population de 1581969 pour toute la province), subordonnée à un éventuel parlement uni. Le terme « unioniste » réfère d'ailleurs directement au maintien du Royaume-Uni tel quel, avec une Irlande solidaire et intégrée. Voir Michael Laffan, *The Partition of Ireland 1911-1925*, Dundalk, 1983, p. 21.
15. Selon les unionistes d'Ulster, même la plus modérée des mesures (comme le *Home Rule*) risque de mener à la séparation complète de l'Irlande. Il n'y a pas de place entre l'union et la séparation selon leur chef, Edward Carson. Un parlement irlandais à Dublin serait pour eux une créature de la hiérarchie catholique et un domaine exclusivement réservé aux conspirateurs, aux traîtres et aux assassins. Voir Michael Laffan, *The Partition of Ireland 1911-1925*, Dundalk, 1983, p. 21. Voir aussi Thomas Hennessey, *A History of Northern Ireland*, New York, 1997, p. 1.
16. D. G. Boyce, *Englishmen and the Irish Troubles*, Londres, 1972, p. 32-33.
17. Laffan, *The Partition of Ireland 1911-1925*, p. 50.
18. Sur les batailles de la Somme, le 1^{er} juillet 1916 : « [...] 19000 killed, 57000 casualties – the greatest loss in a single day ever suffered by a British army and the greatest suffered by any army in the First World War ». A. J. P. Taylor, *English History, 1914-1945*, Oxford, 1965, p. 60-61. Concernant la division de l'Ulster seulement, elle perd 5500 hommes sur un grand total de 15000 durant les deux premiers jours des batailles de la Somme. Keith Jeffery, *Ireland and the Great War*, Cambridge, 2000, p. 56.
19. Jean Guiffan, *La Question d'Irlande*, Bruxelles, 1989, p. 88.
20. En 1911, les trois provinces du sud et de l'ouest de l'Irlande (Connaught, Munster et Leinster) étaient peuplées d'une majorité très nette de catholiques. En comparaison, seulement 256699 protestants habitaient dans ces trois provinces irlandaises

(soit environ 22 % de la population protestante totale de l'île) contre 2551854 catholiques. Hennessey, *A History of Northern Ireland*, p. 1.

21. Voir les rubriques éditoriales de *La Presse*, 18 avril 1917, p. 4. Voir aussi David Fitzpatrick, *The Two Irelands*, Oxford, 1998, p. 63.

22. Laffan, *The Partition of Ireland 1911-1925*, p. 57.

23. Jeffery, *Ireland and the Great War*, p. 29.

24. Public Record Office of Great Britain, CAB 23/6, WC 385, 6 avril 1918.

25. Ramsay Cook, *Canada and the French-Canadian Question*, Toronto, 1966, p. 37.

26. Armstrong, *Le Québec et la Crise de la Conscription, 1917-1918*, p. 147. Voir aussi Provencher, *Québec sous la loi des mesures de guerre*, 1918, p. 25.

27. Robert Comeau, « L'opposition à la conscription au Québec », dans Roch Legault et Jean Lamarre, *La Première Guerre mondiale et le Canada*, Montréal, 1999, p. 96.

28. *La Presse*, 2 mai 1918, p. 4.

29. *La Presse*, 2 avril 1918, p. 4. Voir aussi J. L. Granatstein and J. M. Hitsman, *Broken Promises, A History of Conscription in Canada*, Toronto, 1977, p. 31.

30. A. J. P. Taylor, *English History, 1914-1945*, 1965, p. 84.

31. David Stevenson, « War Aims and Peace Negotiations », dans Hew Strahan, *The Oxford Illustrated History of the First World War*, Oxford, 1998, p. 212.

32. La bataille de Nivelles constitue un échec de taille pour les Alliés. En quelques jours seulement, les Français perdent près de 100000 hommes. Voir John Grigg, *Lloyd George, War Leader 1916-1918*, London, 2002, p. 2. Voir aussi David French, « The Strategy of the Entente Powers », dans Hew Strahan, *The Oxford Illustrated History of the First World War*, Oxford, 1998, p. 64-65.

33. Nicolas Mansergh, *The Unresolved Question, The Anglo-Irish settlement and its undoing 1912-1972*, New Jersey, 1991, p. 107-108.

34. Alan J. Ward, « Lloyd George and the 1918 Irish Conscription Crisis », *The Historical Journal*, vol. XVII, 1974, p. 114.

35. Jolivet, « L'importance de l'Irlande à la veille de l'armistice, 1917-1918 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no. 3, 2005, p. 212.

36. Armstrong, *Le Québec et la Crise de la Conscription, 1917-1918*, p. 202.

37. *Ibid.*, p. 211.

38. Camil Girard, *Canada, A Country Divided, The Times of London and Canada, 1908-1922*, Québec, 2001, p. 120.

39. Janet K. Morchain, *Search for a Nation, Canada's Crises in French-English Relations, 1759-1980*, Canada, 1984, p. 140.

40. J. L. Granatstein raconte que pour le Québec, « conscription was the attempt to impose the Conquest again. As such it had to be resisted », Granatstein et Hitsman, *Broken Promises, A History of Conscription in Canada*, p. 60. Voir aussi Desmond

Morton, « French Canada and War, 1896-1917 », dans J. L. Granatstein, *War and Society in North America*, Canada, 1971, p. 102.

41. Les querelles entre orangistes et Canadiens français sont fréquentes et les accusations se multiplient en 1918. Voir *Le Devoir*, 8 mai 1918, p. 1.

42. Voir *La Presse*, 18 juin 1917, p. 1 ; *La Presse*, 15 mai 1917, p. 4 ; *Le Devoir*, 28 mai 1917, p. 1 ; *Le Devoir*, 1^{er} juin 1917, p. 1 ; *La Patrie*, 12 juillet 1917, p. 8.

43. Voir *Le Devoir*, 24 mai 1917, p. 4, *La Presse*, 15 mai 1917, p. 4.

44. Voir *Le Devoir*, 28 mai 1917, p. 5 ; *La Presse*, 11 juin 1917, p. 13.

45. Armstrong, *Le Québec et la Crise de la Conscription, 1917-1918*, p. 209.

46. Oscar Douglas Skelton, *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, Ottawa, 1965, p. 189. Voir John Grigg, *Lloyd George, War Leader 1916-1918*. London, 2002, p. 539.

47. Joseph Levitt (dir.), *Henri Bourassa on Imperialism and Bi-culturalism, 1900-1918*, Toronto, 1970, p. 178-179. Voir aussi Réal Bélanger, « L'élite politique canadienne-française et l'Empire britannique : trois reflets représentatifs des perceptions canadiennes-françaises (1890-1917) », dans Colin Coates, *Imperial Canada, 1867-1917*, p. 131.

48. *La Presse*, 3 avril 1918, p. 1. Voir aussi Provencher, *Québec sous la loi des mesures de guerre, 1918*, 146 p.

49. Keith Middlemas (dir.), *Thomas Jones, Whitehall Diary*, Oxford, 1971, vol. 3, p. 4.

50. Jolivet, « L'importance de l'Irlande à la veille de l'armistice, 1917-1918 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no. 3, 2005, p. 212.

51. *Le Devoir*, 10 avril 1918, p. 1.

52. 53. Voir David Lloyd George, *War Memoirs of David Lloyd George*, London, 1933, vol. 1, p. 320.

53. L'historien A. J. P. Taylor contredit d'ailleurs pertinemment Lloyd George sur ce point en affirmant : « One small people struck a blow for their freedom in 1916 – the only national rebellion which occurred anywhere at any time in the war », Taylor, *English History, 1914-1945*, p. 110.

54. En Irlande, le parti du *Sinn Féin* va remporter 73 des 105 sièges lors des élections générales de décembre 1918. Voir Costello, *The Irish Revolution and its Aftermath, 1916-1923*, p. 37.

55. En 1912, les orangistes d'Ulster mettaient sur pied une milice protestante, la *Ulster Volunteer Force* (engagée à combattre les visées nationalistes de Redmond) et ratifiaient une pétition dénonçant toute autonomie accordée à l'Irlande ; un document rassemblant près de 450000 noms, dont certains signèrent même avec leur propre sang, Laffan, *The Partition of Ireland 1911-1925*, p. 28.

56. Mourad Djebabla-Brun, *Se souvenir de la Grande Guerre, La mémoire plurielle de 14-18 au Québec*, Montréal, 2004, p. 12.

57. Lors des élections fédérales de décembre de 1917, les premières depuis 1911, la coalition unioniste de Borden subit une grande défaite au Québec, mais pas au Canada. Au Québec, « [...] les unionistes sont incapables de tenir des assemblées publiques tant la population est en colère. Trois conservateurs anglophones seulement sont élus contre 62 libéraux. Le Canada est divisé en deux blocs et les Canadiens français doivent subir la loi de la majorité », Linteau, *Histoire du Québec contemporain, tome I*, p. 692.

58. Laffan, *The Partition of Ireland 1911-1925*, p. 58.